



Les deux Présidents se sont enquis de leur santé et abordé diverses questions
Tebboune reçoit un appel téléphonique de Macron

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Flambée vertigineuse des prix du poisson

**La sardine
à 1 000 DA...**

Page 3

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5252 - Dimanche 20 décembre 2020 - Prix : 10 DA

Malgré la baisse des cas de contamination au Covid-19

Fourrar appelle à ne pas baisser la garde

Page 3

Furie antivax

Par Mohamed Habili

L'année 2020 ne se terminera probablement pas sans que d'autres pays que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis aient lancé leurs propres campagnes de vaccination contre le Covid-19. D'autres sans doute se joindront à eux dès les premières semaines de 2021. Dans aucun de ces pays la vaccination n'est obligatoire, pas même en Chine, où il semble néanmoins qu'elle le soit dans certains secteurs d'activité, notamment pour les professionnels assujettis à des voyages à travers le pays ou à l'étranger. Pas plus qu'on est en droit d'obliger quelqu'un à se soigner s'il est malade, on ne peut le forcer sous peine d'une sanction à prendre un vaccin pour se prémunir contre une éventuelle contamination. Alors même qu'on aurait une bonne raison de le faire, étant donné qu'il s'agit moins de le protéger lui en particulier que la société dans son ensemble. Dans les pays où même le port du masque dans les lieux publics n'a pas été imposé, il ne faut évidemment pas s'attendre à ce que la vaccination le soit elle par contre. Il existe cependant un moyen détourné d'obliger le plus grand nombre à prendre le vaccin contre le Covid-19. Il consiste pour chaque Etat à forcer ses compagnies aériennes à exiger que leurs clients présentent un document attestant de leur vaccination. Chaque Etat peut aussi exiger le même « passeport » de chaque étranger désireux de passer ses frontières. Avec de telles mesures, on peut sans doute accroître le nombre des personnes vaccinées dans un pays.

Suite en page 3

La gare routière du Caroubier restera déserte encore quelques semaines

Déception et colère chez les transporteurs inter-wilayas



PH/D. R.

Au grand désarroi des citoyens et des transporteurs de bus et taxis inter-wilayas, le gouvernement a décidé de maintenir le gel de l'activité de transport entre les wilayas, une décision qui a révolté et déçu les transporteurs. Page 2

Regards

Les polémiques vont bon train

Le temps des doutes

Page 2

Palais de la culture d'Alger

L'art plastique à l'honneur à la Galerie Baya

Page 7

Les deux Présidents se sont enquis de leur santé et abordé diverses questions

Tebboune reçoit un appel téléphonique de Macron

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier matin, un appel téléphonique de son homologue français, Emmanuel Macron, qui a pris des nouvelles de son état de santé et l'a informé, par la même occasion, que le rapport sur le dossier de la Mémoire, confié à l'historien Benjamin Stora, sera fin prêt en janvier prochain, indique un communiqué de la Présidence de la République. «Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, samedi matin, un appel téléphonique du président de la République française, M. Emmanuel Macron, qui a pris des nouvelles de son état de santé», précise le communiqué, ajoutant que «le Président Tebboune a remercié chaleureusement son homologue français pour l'intérêt qu'il lui a témoigné depuis son transfert médical en Allemagne, et lui a souhaité à son tour un prompt rétablissement». Lors de cet entretien téléphonique, M. Macron a informé le Président Tebboune que le rapport sur le dossier de la Mémoire, confié à M. Benjamin Stora, sera fin prêt en janvier prochain, souligne la même source. Les deux chefs d'Etat ont convenu de reprendre contact, début 2021, pour aborder nombre de dossiers et de questions d'intérêts commun, notamment les questions régionales et la situation en Libye, au Mali et au Sahara occidental, conclut le communiqué de la Présidence de la République.

R. N.

— La gare routière du Caroubier restera déserte encore quelques semaines —

Déception et colère chez les transporteurs inter-wilayas

■ Au grand désarroi des citoyens et des transporteurs de bus et taxis inter-wilayas, le gouvernement a décidé de maintenir le gel de l'activité de transport entre les wilayas, une décision qui a révolté et déçu les transporteurs.



PH/D. R.

Par Thinhinene Khouchi

La récente décision du gouvernement quant à la poursuite du gel de l'activité de transport inter-wilayas, malgré la baisse du nombre des cas de contamination au Covid-19, a agacé les transporteurs de bus et taxis inter-wilayas qui sont arrivés au bout de leurs ressources et attendaient la reprise avec impatience. Selon Mouloud, chauffeur de bus inter-wilayas, «c'est n'importe quoi ! On est les seuls à ne pas avoir repris depuis mars dernier. On va encore attendre ! Mais jusqu'à quand ? On a des familles à nourrir, des loyers à payer, des charges. Ils sont conscients de ça ou pas ces hauts responsables ?». Pour un autre chauffeur de taxi professionnel qui ne cachait pas sa colère : «Ils circulent normalement et facilement entre les wilayas dans les taxis clandestins», ajoutant que «les gens se bousculent dans les marchés, au niveau des postes, partout, mais pour nous laisser

reprendre notre travail ils disent qu'ils ont peur que le virus se propage dans les bus inter-wilayas !». Par ailleurs, concernant l'aide de 30 000 DA au profit des transporteurs routiers de personnes, affectés par les mesures de restriction sur le transport entre wilayas, dans le cadre des mesures de prévention et de lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), plusieurs directions de transport de wilaya n'ont pas encore donné ces aides ou même refuser les demandes des transporteurs car «un document ou un autre manquait dans le dossier», nous dira Hamza, chauffeur de bus entre Béchar et Alger, qui a vu sa demande refusée. En outre, cette décision n'a laissé personne indifférent. En effet, les citoyens attendaient la reprise avec impatience. Pour Malek, travaillant à Alger et habitant à Annaba, «j'ai commencé à travailler depuis février dernier à Alger, et depuis je ne suis pas reparti chez moi car j'ai des charges et les tarifs des clandestins

ont triplé depuis le gel du transport inter-wilayas». Il s'est interrogé : «A quand la reprise ? Wallah ils exagèrent. Ils peuvent instaurer des mesures strictes de prévention, opérer un contrôle, avec port du masque obligatoire et laisser les transporteurs inter-wilayas reprendre le service». Un étudiant en Master s'inquiète : «Je vais bientôt reprendre mes études et il n'y a que le train pour me rendre à El Affroun». Un autre étudiant en première année renchérit : «Nous sommes vraiment pénalisés. Comment va-t-on pouvoir circuler entre les wilayas ?». Enfin, il est à noter que le ministre des Transports Lazhar

Hani, avait indiqué que le transport de voyageurs inter-wilayas n'est pas autorisé à reprendre pour des raisons «tout à fait objectives», liées à la pandémie de coronavirus. «Parce que ça fait des déplacements de longs trajets, c'est impossible à contrôler et c'est le lieu d'installation de la pandémie par excellence», a-t-il dit, ajoutant que «c'est dans le cadre des mesures barrières prises pour empêcher la circulation de la pandémie que le transport inter-wilayas n'est pas encore autorisé», assurant que «c'est au gouvernement et au Comité scientifique de décider de la reprise de cette activité». T. K.

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 12 décès et 410 nouveaux cas

L'ALGÉRIE a enregistré 12 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, cinq cas de plus qu'hier (7), portant à 2 659 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 410 cas, soit 28 cas de moins par rapport au bilan d'hier (438), pour atteindre, au total, 94 781 cas confirmés. R. N.

Regards

Par Mourad Hadjers

Le pays vit, sur tous les plans, une période exceptionnelle, dans le sens négatif du terme. Outre des menaces à ses frontières, une chute de ses recettes pétrolières, une pandémie mondiale de Covid-19 qui ne l'a pas épargné pour qu'enfin se rajoute la maladie et l'hospitalisation de son Président. Ce mélange de paramètres, endogènes et exogènes, l'a emballé avec une chape de doutes qui commencent à gagner l'esprit des plus optimistes. Si à l'échelle du simple citoyen ce type de réaction relè-

verait de l'ordinaire du fait qu'il est directement touché dans la quiétude de sa vie quotidienne, il devient inquiétant quand il se propage parmi ceux qui sont censés le rassurer. Sans évoquer les élus locaux et autres responsables dans l'administration publique qui se baignent dans un climat de relâchement, des prémices que ce même doute commence à se frayer un chemin parmi l'exécutif, et le récent «coup de gueule» du ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, serait une parfaite illustration. Réfutant d'être «responsable d'un secteur qui connaît des problèmes depuis une tren-

taine d'années», le ministre aurait pu faire l'économie d'une déclaration tout en se contentant de faire son travail notamment dans la bataille que mène son département face à la pandémie de Covid-19. L'opinion publique nationale, dans sa majorité, reconnaît l'effort colossal et surtout les sacrifices consentis jusqu'à ce jour par son armée en blouses blanches et dont il est le chef suprême. C'est pour dire, toute honnêteté gardée, que c'est sur ce seul front qu'ils seront jugés, la réforme du secteur de la Santé, dans son ensemble, n'est pas un chantier qui se réalise en une dizaine de mois. Si à l'orée

de la nouvelle année qui s'annonce le pays arrivait à sortir de cette pandémie avec la plus légère des factures en termes de pertes en vies humaines, Benbouzid et son département auraient rempli leur mission et la Nation leur serait reconnaissante, d'une façon ou d'une autre. La réaction, dans le doute, peut prendre une autre forme, elle peut se manifester à travers des décisions hâtives, mal conçues et très mal exécutées, comme le malaise qui s'est abattu sur la ministre de la Culture, Malika Bendouda, et son département. En voulant trop bien faire, on risque de tomber dans le «faire semblant», et sans

pour autant rajouter à la polémique, la Culture est une affaire trop sérieuse pour qu'elle s'échauffe à court terme, le reste, aussi symbolique soit-il, serait le bienvenu quand on veut parfaire le choix des «termes». Ainsi, deux ministres auront fait l'actualité cette semaine, dans un désert politique, leur tort est qu'ils ont tenté de travailler alors que d'autres de leurs collègues ont préféré carrément se faire oublier, de peur de ces polémiques qu'enfante un temps de doute qui se dissiperait sans aucun doute avec le retour du président de la République.

M. H.

Les polémiques vont bon train

Le temps des doutes

Malgré la baisse des cas de contamination au Covid-19

Fourar appelle à ne pas baisser la garde

■ Si une baisse notable du nombre de cas de contamination au coronavirus s'observe depuis quelques jours, le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de coronavirus demande ne pas baisser la garde face au Covid-19.

Par Louisa Ait Ramdane

Malgré le recul du nombre de cas de contamination et l'optimisme que suscite l'arrivée de vaccins, le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de coronavirus appelle à la vigilance. Les chiffres sont encourageants ces derniers jours, mais le citoyen devra rester très prudent. Malheureusement, le virus est toujours là et continue de causer des décès. «Il ne faut pas baisser la garde face au Covid-19», rappelle le porte-parole du Comité, D' Djamel Fourar, qui insiste à continuer à appliquer les mesures barrières contre le virus qui «sévit toujours» malgré le recul du nombre de cas.

D' Fourar, également directeur général de la prévention et de la promotion de la santé au ministère de la Santé, a prévenu que «même si le pic a été atteint en novembre et que nous observons, ces dernières semaines, un recul relatif du nombre de cas, passé sous la barre des 500 par jour, il faut continuer à respecter les mesures barrières et ne pas céder au relâchement».

Concernant l'occupation des lits dans les hôpitaux, le responsable a fait savoir que 5 000 lits étaient actuellement occupés contre 12 000 en juillet. «Quant



PH. > D. R.

au nombre de décès, nous déplorons ces derniers jours entre 8 et 9 décès par jour contre 20 décès par jour en novembre», a-t-il ajouté.

Selon lui, cette tendance à la baisse a permis d'alléger la pression à laquelle étaient soumis les hôpitaux et les personnels de santé depuis l'apparition de l'épidémie.

Cette baisse a été rendue possible grâce aux mesures de

confinement mises en œuvre, d'une part, et à la prise de conscience de nombreux citoyens de l'importance du respect des mesures barrières, d'autre part, a-t-il estimé.

Tout en notant que la baisse des cas de contamination ne doit, en aucun cas, signifier que l'épidémie ne présente plus aucun danger, le chef de service Covid-19 au CHU Mustapha-Pacha, P' Kamel Hayel, a soute-

nu que l'adhésion des citoyens à la démarche édictée par les autorités sanitaires dans la lutte contre le redoutable virus est vitale pour casser la chaîne de contamination. «Il faut faire preuve de vigilance, car le virus n'a pas disparu et il se peut qu'il y ait une troisième vague, à l'instar d'autres pays européens», a-t-il prévenu.

Par ailleurs, il a fait savoir que durant la première vague de la pandémie et l'apparition du virus en Algérie, l'hôpital accueillait près de 400 personnes/jour, dont 200 cas positifs diagnostiqués via les tests de scanner. Durant la deuxième vague, ajoutait-il, il a été constaté une forte affluence des personnes âgées sur les consultations médicales par rapport à d'autres franges de la société qui évitent de faire un diagnostic en raison de «l'absence des symptômes, souvent minimes». Il a en outre imputé l'augmentation des cas en novembre à la rentrée sociale et l'ouverture des activités commerciales et économiques, en sus du non-respect des mesures préventives, ce qui a conduit à une transmission de la contamination, notamment parmi les personnes âgées, soulignant la baisse des cas admis au niveau du service durant les derniers jours (25-30 consultations par jour). **L. A. R.**

Flambée vertigineuse des prix du poisson La sardine à 1 000 DA...

Un vent de folie traverse ces derniers jours les halles et marchés aux poissons avec des hausses des tarifs jamais égalées qui ont rendu cette denrée désormais inaccessible pour les consommateurs algériens, sauf à regarder les étalages de loin.

Les prix sont devenus astronomiques, synonymes de surenchère par excellence, où la sardine, considérée comme le poisson abordable pour les bourses modestes, oscille irrationnellement entre 800 et 1 000 DA le kilo.

Pour les autres espèces qui flambent depuis une longue période dans un marché sous-approvisionné, les prix observent la même hausse en flèche avec des moyennes décourageantes qui vont de 1 400 à 2 400 DA le kg, alors que les crevettes battent tous les records pour atteindre les 3 000 DA le kg. De leur côté, les poissonniers attribuent cette hausse à plusieurs facteurs dont les conditions météorologiques défavorables. Ils affirment que cette flambée des prix ne peut

s'expliquer que par «les récentes intempéries qui ont empêché les professionnels de la pêche à s'aventurer en haute mer». «C'est à cause du mauvais temps que nous ne parvenons plus à pêcher suffisamment de sardines. Il a fortement venté ces derniers jours. La mer était agitée et les conditions climatiques rendaient difficiles, pour ne pas dire impossibles, toutes les manœuvres de pêche», dira un vendeur. Alors que d'autres l'expliquent par la loi de l'offre et de la demande. Selon

eux, «lorsque l'offre est en-deçà de la demande, les prix s'enflamment irrémédiablement». En effet, les coûts des poissons blancs et bleus ont atteint des seuils vertigineux, au point où le citoyen ordinaire a tout bonnement éliminé de sa «table» les plats à base de ces produits de mer. Pour s'en convaincre, il suffit de faire un tour à la poissonnerie du marché Clauzel, où le prix du rouget, du merlan et de la dorade a atteint des prix oscillant entre 1 600 et 2 200 DA/kg. Une situation qui affecte le panier de la ménagère, comme l'explique cette dame que nous avons rencontrée : «Il y a du poisson au marché, mais c'est très cher». «Avant, il y en avait pour tous les goûts et toutes les bourses, contrairement à ces dernières années où les prix de la sardine ont pris un envol en flèche», se désole Ahmed, vendeur de poisson. Des vendeurs, qui avaient l'habitude d'exposer leurs produits à des prix concurrentiels, ont estimé que cette situation les dépassait et que les citoyens boudaient le poisson en raison de la hausse des prix qui vont au-delà de leur pouvoir d'achat. Des clients rencontrés sur place se sont dits surpris de la

LA QUESTION DU JOUR

Furie antivax

Suite de la page une

Il y aurait des gens qui ne se laisseraient pas intimider pour autant. Ce sont les anti-vaccins (les antivax comme on dit aussi), une engance qui existe partout dans le monde, et donc aussi en Algérie, qui ne s'oppose pas à tel ou tel vaccin en particulier, mais à la vaccination dans son ensemble. Ce sont eux qui récemment ont fait capoter la campagne de vaccination contre la rougeole, avec la conséquence prévisible d'une hausse des décès dans le pays du fait de cette maladie. L'anti-vaccination est un mouvement international qui s'est beaucoup développé ces dernières années, en cela par l'engouement planétaire pour les réseaux sociaux. Il n'a pas plus tôt été question de vaccins contre le Covid-19 que ses adeptes se sont déchaînés dans le monde virtuel, ne reculant devant aucun mensonge pour dissuader les gens de les prendre. Ceux-là, qui dans quasiment chaque pays représentent une fraction importante de la population, pour rien au monde ne se laisseront fléchir. Etrangement, ils sont nettement plus nombreux dans les pays riches que dans les pays pauvres. En Occident bien plus que dans le reste du monde. C'est la France, le pays de Pasteur, qui proportionnellement en compte le plus grand nombre. Ils représenteraient quelque chose comme 40 % de sa population, ce qui est énorme. Ils sont également très nombreux aux Etats-Unis, et dans d'autres pays occidentaux. Par chance, ils ne sont nulle part majoritaires. Ainsi donc, une forme d'obscurantisme bien plus répandue dans la partie du monde aux niveaux de vie et d'éducation les plus élevés, statistiquement parlant en tout cas. Ils sont en revanche quantité négligeable en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie. A se repérer sur la mobilisation qui a été la leur lors de la campagne de vaccination contre la rougeole, on ne peut en dire autant s'agissant de l'Algérie. **M. H.**

flambée des prix dans ce marché connu pour être le meilleur en raison de ses prix concurrentiels. «A 1 000 DA/kg, la sardine n'est plus pour les familles à faible revenu», a confié une mère de famille habituée à faire ses achats dans ce marché. Au marché Ferhat-Boussaad, ex-Meissonier, la crevette est proposée à 2 700 DA alors que la sardine est vendue à 800 DA/kg pour la qualité moyenne et 900 DA pour la qualité supérieure. Les prix exposés sont proches des prix de la pêche d'Alger, justifiés, selon les commerçants, par la qualité des poissons frais. **Meriem Benchaoua**

Ancien ministre de l'Intérieur

Noureddine Yazid Zerhouni inhumé au cimetière d'El-Alia

L'ANCIEN ministre de l'Intérieur, Noureddine Yazid Zerhouni, décédé vendredi à l'âge de 83 ans, a été inhumé hier en milieu de journée au cimetière d'El-Alia, à Alger. Les obsèques se sont déroulées en présence notamment du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, et du conseiller du président de la République, Abdelhafid Allahoum, des membres de sa famille et des proches. Noureddine Yazid Zerhouni est décédé vendredi matin à l'hôpital militaire de Ain Naâdjia à Alger, à l'âge de 83 ans, des suites d'une longue maladie. Né en 1937 en Tunisie, il avait rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) au sein de laquelle il est devenu membre actif avant d'intégrer le ministère de l'Armement et des Liaisons Générales (MALG) qui était le service de renseignement de l'ALN. En 1958, il dirige, au sein du Front de libération nationale la création de la Direction de documentation et de recherches (DDR), puis il est nommé pour diriger les services de renseignement de l'ALN. Il devient responsable, dès l'indépendance du pays, des services opérationnels de la sécurité militaire. En 1961, il fait partie de la délégation algérienne aux Accords d'Evian en tant qu'expert militaire. Après l'indépendance, le défunt a occupé plusieurs postes dont ceux de ministre de l'Intérieur et vice-Premier ministre, comme il a été ambassadeur d'Algérie dans plusieurs pays, notamment à Washington, Mexico et Tokyo. **R. N.**

Mis en place d'un groupe de réflexion par le P/APW

Proposition d'un découpage administratif à Béjaïa

■ Le président de l'APW de Béjaïa a mis en place un groupe de travail et de réflexion pour élaborer une proposition d'un nouveau découpage administratif.

Par Hocine Cherfa

Le découpage envisagé devrait prendre en considération «les caractéristiques géographiques, les facteurs politiques, les conditions socio-économiques ou encore la culture de la wilaya qui exige de nouvelles approches de développement. Lesquelles doivent reposer sur le rôle des collectivités territoriales, la participation de la société civile, la bonne gouvernance et enfin l'équité», soulignent les rédacteurs de la proposition qui estiment que «les nouvelles collectivités doivent se tourner vers elles-mêmes, pour leur bien-être, elles doivent désormais valoriser leurs ressources en matière de solidarité et de compétition». Ce groupe de travail et de réflexion a été mis en place en vue d'élaborer les évolutions positives ainsi que les contraintes observées lors de la gestion des collectivités locales». La conclusion des travaux seront soumis à l'APW en vue d'adopter une proposi-



Ph.D. R.

tion d'un nouveau découpage administratif. Notons que l'APW a adopté, lors de la session ordinaire tenue mardi et mercredi derniers, la quatrième phase du plan d'aménagement de la wilaya de Béjaïa. Ledit plan a été présenté par le représentant du Centre national d'études et

d'analyses pour la population et le développement (Ceneap). «Cette phase porte sur la mise en œuvre, le système de suivi et d'évaluation, fixant la version finale du plan d'aménagement de la wilaya et mis en exergue la stratégie de sa mise en œuvre». Et d'ajouter : «Le plan d'amé-

nement de la wilaya s'astreint à donner un contenu opérationnel aux projections préconisées. Il s'attache à intégrer à la fois les impératifs de diffusion équilibrée du développement aux plans sectoriel et spatial, les préoccupations d'exploitation rationnelle des ressources et de

protection de l'environnement, les exigences de création de richesses et d'emplois et les besoins d'amélioration des conditions de vie des populations», souligne-t-on.

H. C.

Accidents de la circulation 5 morts et 244 blessés en 48 heures

CINQ PERSONNES ont trouvé la mort et 244 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation enregistrés à travers le pays durant la période du 17 au 19 décembre, selon un bilan rendu public hier par les services de la Protection civile.

Selon le même bilan et concernant la lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué 148 opérations de sensibilisation à travers 30 wilayas (86 communes), afin d'expliquer aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de la distanciation physique.

Dans le même cadre, les éléments de la Protection civile ont effectué 214 opérations de désinfection générale à travers 32 wilayas (67 communes) ciblant les infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles, ajoute la même source.

Par ailleurs, une adolescente de 15 ans est décédée par asphyxie au monoxyde de carbone CO à l'intérieur du domicile familiale à Ain El Beida, dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, alors que huit personnes ont été secourues par les éléments de la Protection civile après avoir inhalé le même gaz à Relizane (3) et El-Tarf (8), ajoute le même bilan.

Hania T.

Covid-19/Soremep Des générateurs d'ozone développés par des chercheurs algériens

La Société d'études et réalisations métalloplastiques (Soremep), filiale du groupe Elec El Djazair, compte lancer prochainement la fabrication de générateurs d'ozone développés par un groupe de chercheurs algériens, a appris l'APS auprès de cette entreprise publique.

Il s'agit d'un appareil utilisé pour la désinfection des espaces (véhicules, hôpitaux, écoles, stations de transports...) contre les virus, bactéries, champignons et mauvaises odeurs, et qui ne nécessite aucun intrant puisqu'il se base sur une technique permettant la transformation de l'oxygène de l'air ambiant en ozone.

Après essai et lancement d'une présérie de ce nouveau type d'équipements, les produits fabriqués ont été contrôlés concluants, selon le P-DG de l'entreprise, Abdelkader Zazoua, indiquant que des quantités ont déjà été vendues à la compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach, alors que Soremep vient de recevoir d'autres commandes, de la part de cliniques et de mosquées principalement.

La fabrication sera lancée à partir de janvier prochain, avec une capacité de production de 2 000 appareils, précise M. Zazaou, soulignant que les boîtiers sont fabriqués par la société elle-même tandis que les autres composants seront assurés par des fournisseurs algériens et étrangers.

La société proposera trois modèles de générateurs selon le volume de l'espace à désinfecter : 15 G (surface d'environ 30 m²), 30 G (surface d'environ 60 m²) et 60 G (surface d'environ 150 m²), selon le premier responsable de cette entreprise basée à

Tlemcen. Ce nouvel équipement est le fruit d'un partenariat engagé en avril dernier avec le laboratoire de recherche de l'université de Sidi Bel-Abbès qui a développé ce modèle algérien dans le cadre du Reverse engineering (ingénierie inverse qui consiste à déterminer la méthode de fabrication d'un appareil qui existe déjà).

D'autres projets d'appareils sont actuellement en cours de maturation en interne ou en collaboration avec des universités algériennes, en vue de leur industrialisation en temps opportun, note le P-DG, soulignant que «les portes de Soremep restent toujours grand ouvertes aux chercheurs, inventeurs et innovateurs algériens».

Un détecteur de température innovant sera exporté vers la France

La société envisage, par ailleurs, de lancer la production d'un nouvel appareil innovant permettant la détection de température à distance et la désinfection automatique des mains avec reconnaissance faciale.

Cet appareil a été mis au point en partenariat avec une société portugaise qui détient le concept et qui s'est intéressée par les installations et les capacités de production de Soremep pour la fabrication et la commercialisation de ce produit localement et à l'export où les marchés sont «très demandeurs».

Cinq unités ont déjà été fabriquées, dont un appareil qui est mis à l'entrée du Consulat d'Algérie à Marseille. «Le feed-

back est extraordinaire», affirme M. Zazoua.

La commande des composants est en cours et la fabrication en série de ces appareils est prévue à partir de mi-janvier 2021, avec une capacité de 2 000 appareils par mois.

Ne disposant pas de laboratoires d'homologation en Algérie, des échantillons de ces appareils seront acheminés avant la fin décembre vers un laboratoire français pour une certification «CE», ce qui permettra de placer ce produit en Europe.

D'ailleurs, la société a conclu un contrat d'exportation vers le marché français d'un montant de 1,5 million d'euros, d'après le P-DG.

Cet appareil se place à l'entrée de tout espace à grande fréquentation pour permettre de prendre la température de manière précise et de diffuser une dose de gel hydro-alcoolique pour la désinfection des mains. En cas de mesure hors tolérance, une alarme sonore retentit pour alerter l'agent de sécurité et un signal peut être exploité pour déclencher un autre signal ou une fermeture de porte.

En sus, le dispositif de reconnaissance faciale enregistre toutes les données de la personne (photo, température, date et heure), avec une option permettant de détecter le port de bavette.

L'appareil peut donc être utilisé pour le contrôle de présence et sa base de données peut être transférée à la demande ou en permanence vers un ordinateur pour le traitement en temps réel.

Yanis H.

Stabilité financière dans le monde

Le FMI propose 6 grandes stratégies

■ Six grandes stratégies permettant le renforcement de façon sensible de la cyber-sécurité ainsi que l'amélioration de la stabilité financière dans le monde ont été proposées par une nouvelle étude effectuée par les experts du Fonds monétaire international (FMI).

Par Salem K.

Tout en estimant que nombre de systèmes financiers nationaux ne sont pas encore aptes à riposter en cas d'attaque, tandis que la coordination internationale reste précaire, le FMI a donc proposé ces six grandes stratégies qui permettraient de renforcer la cyber-sécurité et de veiller à la stabilité financière dans le monde.

Cette étude, publiée sur le site web du FMI, indique que «cartographier les principales interconnexions opérationnelles et technologiques et les infrastructures essentielles pouvant mettre en évidence les interdépendances du système financier mondial constitue l'une des plus importantes des six grandes stratégies avancées par l'étude».

«Tenir davantage compte du cyber-risque dans l'analyse de la stabilité financière permettra de mieux comprendre et d'atténuer le risque à l'échelle du système et quantifier les éventuelles répercussions permettra également de mieux cibler la riposte et de promouvoir une plus forte mobilisation en ce sens», a expliqué la même source.

Le FMI a relevé qu'assurer une plus grande cohérence des réglementations et de la surveillance au niveau international permettra de réduire les coûts de mise en conformité et créera des conditions propices au resserre-

ment de la coopération transfrontalière. «Des organismes internationaux tels que le Conseil de stabilité financière, le Comité des paiements et des infrastructures de marché et le Comité de Bâle, ont commencé à renforcer la coordination et à promouvoir la convergence. Les autorités nationales doivent œuvrer ensemble à la mise en œuvre», selon le FMI.

«Les cyber-attaques étant de plus en plus fréquentes, le système financier doit pouvoir reprendre rapidement ses activités même en cas d'attaque réussie, dans l'intérêt de la stabilité».

«Les stratégies dites de riposte et de relèvement en sont encore au stade embryonnaire, en particulier dans les pays à faible revenu, qui ont besoin d'une assistance pour les mettre au point. Il convient d'adopter des accords internationaux destinés à faciliter la riposte et le relèvement des institutions et des services transfrontaliers», a estimé la même source. Selon le FMI, il faudrait échanger davantage d'informations sur les menaces, les attaques et les ripostes dans les secteurs privé et public afin de renforcer la capacité de dissuasion et de réaction. Un modèle d'échange d'informations arrêté au niveau mondial, l'utilisation accrue de plateformes d'information communes et l'expansion des réseaux sécurisés, sont autant d'éléments qui pourraient réduire les obstacles, a estimé la même source.



PHD. R.

Le FMI a alerté, dans le même cadre, que les cyber-attaques devraient devenir plus coûteuses et plus risquées si des mesures efficaces sont prises pour confisquer les produits du crime et poursuivre les malfaiteurs. «Intensifier l'action menée au niveau international pour prévenir, contrer et décourager les attaques réduirait la menace à sa source. Pour ce faire, il faut que les services répressifs et les

autorités nationales responsables des infrastructures essentielles ou de la sécurité coopèrent étroitement, au niveau international et entre institutions», a conseillé cette institution mondiale.

Le FMI a appelé, dans ce sens, à aider les pays en développement et les pays émergents à se doter de moyens d'assurer la cyber-sécurité afin de renforcer la stabilité financière

et d'améliorer l'accès aux services financiers.

S. K.

Russie La consommation recule mais le chômage s'améliore en novembre

LA CONSOMMATION des ménages russes a continué de chuter en novembre sur un an, plus profondément qu'au mois précédent alors que la pandémie a progressé, tandis que le taux de chômage a légèrement baissé, selon les chiffres officiels publiés vendredi. Selon le rapport mensuel de conjoncture de l'institut des statistiques Rosstat, les ventes au détail ont baissé de 3,1 % en novembre sur un an, plus fortement qu'en octobre (-1,4 % sur un an après correction). Il s'agit du pire résultat depuis mai. Sur un mois, en novembre par rapport à octobre, elles ont baissé de 1,2 %. Selon les analystes de Capital Economics, cette baisse concerne tous les types de produits, alimentaires ou non. «La nouvelle augmentation des cas de Covid-19 et le resserrement de certaines restrictions dans les régions-clés signifient que les ventes devraient encore baisser en décembre». Le taux de chômage s'est pour sa part légèrement réduit, à 6,1 % (contre 6,3 % les derniers deux mois). Il était de 4,7 % en mars, avant que les effets de la pandémie et du confinement ne se répercutent sur l'économie russe.

R. E.

Afrique

La BAD autorisée à emprunter 10,4 milliards de dollars sur les marchés de capitaux

La Banque africaine de développement (BAD) a été autorisée par son Conseil d'administration à emprunter un montant maximum de 10,4 milliards de dollars sur les marchés de capitaux au titre de son programme d'emprunt 2021, a indiqué l'Institution.

«Cette décision permet à la Banque de mobiliser, l'an prochain, des fonds sur les marchés de capitaux internationaux afin de contribuer au financement de ses projets et de son programme sur le continent africain», a précisé la

BAD dans un communiqué publié sur son site web. Elle a, dans ce cadre, rappelé qu'elle est active sur plusieurs marchés internationaux en dollar américain, dollar australien, euro et livre sterling. La Banque continuera de promouvoir le développement de marchés de capitaux africains avec «l'émission de dette libellée en monnaie locale pour faciliter le financement de ses opérations dans ces mêmes devises, parallèlement à d'autres initiatives», ajoute le communiqué. Selon la même source, la

Banque est très active dans le domaine des investissements socialement responsables et continue d'être un émetteur régulier d'obligations vertes et sociales. En 2020, la Banque africaine a émis une obligation sociale appelée «Combattre le Covid-19» de trois milliards de dollars américains sur trois ans. Cela lui a valu d'être désignée meilleur émetteur d'obligations liées au Covid-19 lors des Global Capital Bond Awards 2020. Cette institution financière a également continué d'utiliser ses priorités

opérationnelles, les «High 5» pour l'émission de 19 obligations thématiques, dont celles en rapport avec les priorités consistant à «améliorer la qualité de vie des populations en Afrique et à éclairer le continent». Pour rappel, la BAD bénéficie d'une note d'endettement à long terme «AAA» qui est une perspective stable des principales agences de notation internationales, et est également notée par des agences de notation «ESG» sur le plan environnemental, social et gouvernance. **Nabila T.**

USA

La Fed prolonge ses restrictions pour les banques jusqu'à fin mars

La Banque centrale américaine (Fed) a annoncé qu'elle prolongeait, jusqu'à la fin du premier trimestre 2021, les restrictions sur les grandes banques américaines, pour prémunir le système financier contre les risques induits par la pandémie de Covid-19.

«Compte tenu de l'incertitude économique actuelle et pour préserver la solidité du secteur bancaire, le Conseil étend les restric-

tions actuelles concernant les distributions de capitaux», a indiqué la Fed dans un communiqué, tout en précisant que ces restrictions avaient été modifiées.

En juin, elle avait interdit aux plus grandes banques, dont JPMorgan, Wells Fargo et Bank of America, de procéder au troisième trimestre à des programmes de rachat d'actions. Elle leur avait en outre ordonné

de limiter les versements de dividendes aux actionnaires. Cette mesure avait été prolongée jusqu'à la fin de l'année 2020. «Pour le premier trimestre 2021, les dividendes et les rachats d'actions seront limités à un montant basé sur le revenu de l'année écoulée», indique-t-elle. «Si une entreprise ne gagne pas de revenus, elle ne pourra pas verser de dividendes ou effectuer de rachats d'actions», ajoute-t-elle.

Cette décision intervient à l'issue des résultats de nouveaux tests de résistance sur 33 grandes banques. Ces tests de résistance annuels avaient été mis en place par la loi Dodd-Frank après la crise financière de 2008. Mais la pandémie a précipité au printemps l'économie américaine dans la récession et la Banque centrale avait jugé bon de réaliser une deuxième série de tests.

A. O.

Palais de la culture d'Alger

L'art plastique à l'honneur à la Galerie Baya

■ Plus de 100 tableaux illustrant les notions de l'abstrait, la symbolique et l'expressif, sont exposés depuis jeudi à la Galerie d'art Baya du Palais de la culture Moufidi-Zakaria. C'est dans le cadre d'une exposition intitulée «En dépit de la douleur, notre plume insuffle de l'espoir», que les œuvres de 30 artistes peintres représentant 20 pays sont exposées au public jusqu'au 23 janvier prochain. A l'instar de quelques artistes algériens présents, des artistes du Maroc, de Tunisie, d'Egypte, du Qatar et de Jordanie sont déjà sur place. Les œuvres exposées ont été sélectionnées parmi les meilleures ayant participé au Symposium international Chélia, tenu à Khenchela en juillet 2019.

Par Abla Selles

Une grande exposition d'arts plastiques a été inaugurée jeudi au Palais de la culture Moufidi-Zakaria d'Alger, en présence d'un grand nombre d'artistes. En effet, des œuvres toutes récentes d'une trentaine d'artistes peintres représentant 20 pays sont exposées au public algérien jusqu'au 23 du mois de

«La Petite maison dans la prairie»

Un reboot du film en préparation

CETTE NOUVELLE va faire des heureux. Presque 40 ans après son dernier épisode, «La petite maison dans la prairie», série populaire dans le monde entier dans les années 1970 et 1980, va avoir droit à son reboot. Celui-ci est en effet en préparation, selon Entertainment Weekly.

Si peu d'informations ont été divulguées quant à cette nouvelle version (on ne connaît ni le réalisateur ni la trame de l'histoire), on sait en revanche que la série américaine devrait prendre la forme d'une adaptation d'une heure sous l'égide de Paramount TV Studios et Anonymous Content. The Hollywood Reporter assure que Trip Friendly, le fils du producteur historique de la série Ed Fridendly sera associé.

Par ailleurs, Alison Arngrim, connue pour avoir joué Nellie Oleson dans le téléfilm et désormais âgée de 58 ans, est candidate au rôle de Mrs Oleson. «J'ai tout juste l'âge pour jouer Mrs Oleson et je n'ai pas honte», a-t-elle déclaré à Entertainment Weekly.

Longue de 147 épisodes, la série, créée par Michael Landon et inspirée du roman de Laura Ingalls Wilder, n'avait, à la surprise de tous, pas fait l'objet d'adaptations quelconques les années après sa diffusion. En effet, comme l'a rapporté Entertainment Weekly dans son édition de décembre, «peu d'efforts avaient été faits pour ressusciter "La petite maison dans la prairie"».

En revanche, l'intérêt pour la franchise n'a cessé de diminuer. La série, qui relate la vie des habitants de Walnut Grove (Minnesota) et plus particulièrement celle de la famille Ingalls au XIX^e siècle, a été diffusée dans 140 pays environ d'après «Le Parisien». Encore aujourd'hui, le programme continue d'être diffusé. Il semble donc être temps de le faire revivre.

F. H.

janvier prochain. Plus de 100 œuvres qui varient entre la peinture et des sculptures sont à apprécier lors de cette exposition organisée par le ministère de la Culture.

Intitulée «En dépit de la douleur, notre plume insuffle de l'espoir», cette exposition met en valeur des œuvres réalisées en différents formats et techniques tout en représentant des écoles artistiques diverses. Ces tableaux reflètent agréablement l'espoir, les rêves, mais également les inquiétudes de ces artistes participants.

Les œuvres exposées sont le fruit des ateliers des symposiums internationaux organisés auparavant. Il y a aussi les lauréats du Prix Ali-Maachi pour les arts plastiques 2020 qui prennent part à cette exposition. Il s'agit de Nour El Houda Choutla pour «La femme en Afrique», Chadia Derbal pour «Cauchemars de la guerre» et Abla Ben Chaiba pour «Le cirque de chaoussures».

Cette exposition, inaugurée par le ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, et un



grand nombre d'artistes et de passionnés d'art, se veut une occasion pour le partage et la découverte.

Dès l'entrée, le visiteur peut découvrir des œuvres riches en couleurs avec différentes tech-

niques. L'évènement est aussi un espace pour découvrir la créativité des artistes participants, sachant que des plasticiens venus du Maroc, de Tunisie, d'Egypte, du Qatar et de Jordanie sont sur place.

Le but majeur de cette exposition qui met en valeur les œuvres d'artistes connus et d'autres nouveaux, est d'encourager la créativité artistique, précisent les organisateurs.

A. S.

Césars 2021

La soirée se dévoile un peu plus

On savait déjà qui présentera la soirée. On sait désormais qui présidera la cérémonie et quels artistes seront chargés d'apporter une touche d'humour. La cérémonie des Césars, qui aura lieu le 12 mars prochain et sera diffusée sur Canal+, s'offre un joli casting et sera présentée par l'actrice Marina Fois qui succède à Florence Foresti.

Les détails concernant le déroulement de la cérémonie ont été dévoilés par «Le Parisien» le vendredi 18 décembre. La soirée sera présidée par l'acteur Roschdy Zem, qui reprend la fonction de Sandrine Kiberlain. L'acteur franco-marocain a reçu l'an passé le

César du meilleur acteur pour «Roubaix, une lumière». «L'Académie des Césars et Canal+ ont décidé de miser sur des coauteurs de prestige», explique aussi le quotidien. Les sketches qui animeront la soirée seront ainsi écrits par le comédien Laurent Lafitte et l'humoriste Blanche Gardin.

La soirée sera aussi musicale. Et c'est le chanteur Benjamin Biolay qui dirigera l'orchestre des Césars.

«Le Parisien» explique également que le «prix du public» qui est controversé ne sera pas décerné cette année. Cette distinction avait été décernée au film «Les Misérables», au grand désespoir du film humoristique

«Qu'est-ce qu'on a encore fait au bon Dieu?».

Il s'agit de la première cérémonie organisée depuis les polémiques qui ont marqué la 45^e cérémonie. En février 2020, l'ancien patron de l'Académie, Alain Terzian, annonce sa démission bientôt suivie par celle de l'ensemble de l'ancienne direction. Celle-ci avait été pointée du doigt par plusieurs réalisateurs, acteurs et associations de professionnels pour ses «pratiques discriminatoires». La nomination du film «J'accuse» de Roman Polanski avait été l'illustration de ces problèmes. Et sa victoire du César du meilleur réalisateur n'avait fait qu'accroître la polémique.

R. C.

Musique

Paul McCartney sort un nouvel album et encourage la vaccination anti-Covid

Paul McCartney a encouragé vendredi à se faire vacciner contre le nouveau coronavirus, à l'occasion de la sortie de son nouvel album solo, «McCartney III», composé de chansons créées ou retravaillées par l'ex-figure des Beatles pendant le premier confinement au printemps.

«Je le prendrai, a-t-il dit sur la BBC à propos du vaccin, et j'aimerais encourager les gens à le prendre aussi».

«Avant, il y avait des gens anti-vaccin, c'était ok, c'était leur choix. Mais maintenant avec

internet, ces choses s'installent vraiment et il y a ces gens qui ne le prendront pas», a déploré la légende du rock.

Le Royaume-Uni a été le premier pays occidental à déployer une campagne de vaccination de masse contre la maladie Covid-19 le 8 décembre, en visant en priorité les personnes âgées et les soignants. Plus de 137 000 personnes y ont déjà reçu leur première dose du vaccin Pfizer-BioNTech, selon les autorités.

Le nouvel album de Paul McCartney, sorti une semaine

plus tard que prévu initialement, est en réalité la troisième partie d'un triptyque, dont le premier disque – son tout premier album solo intitulé sobriement «McCartney» – avait vu le jour il y a cinquante ans. «McCartney II» avait suivi dix ans plus tard, en 1980.

L'ex-bassiste des Beatles a expliqué dans un communiqué qu'il n'avait à l'origine pas prévu de sortir d'album en 2020, mais que son confinement au printemps, le premier imposé au Royaume-Uni, lui avait donné l'occasion de retravailler d'an-

ciennes chansons jamais sorties, puis l'envie d'en créer de nouvelles. Enregistré dans le Sussex (sud de l'Angleterre), «McCartney III» contient un ensemble de chansons inédites, où l'artiste assure à la fois le piano, le chant, la guitare, mais aussi la basse et la batterie.

Il s'agit de son 18^e album en solo, après «Egypt Station», qui l'avait projeté en 2018 à la tête du classement de référence des ventes d'album aux Etats-Unis, le Billboard, pour la première fois en 36 ans.

M. L.



États-Unis

Avec le plan d'aide dans l'impasse, le Congrès évite pour l'instant un «shutdown»

■ Le Congrès s'est accordé vendredi un petit répit de deux jours pour prolonger les discussions sur le budget 2021 afin d'éviter un «shutdown» – une paralysie de l'administration fédérale –, et tenter surtout d'arracher un plan de soutien à l'économie américaine.

Par Mourad M.

Malgré la perspective d'une fermeture du gouvernement vendredi à minuit et l'expiration, le 26 décembre, des aides aux ménages, démocrates et républicains ne sont pas parvenus cette semaine à mettre un point final à leurs négociations sur un nouveau paquet d'aides crucial pour les ménages et les entreprises durement affectées par la crise provoquée par la pandémie de Covid-19.

De nouveaux points d'achoppement sont même apparus depuis jeudi, faisant douter de la possibilité d'adopter des mesures avant ce soir.

Démocrates et républicains sont sous pression, alors que parallèlement ils n'ont pas trouvé de consensus non plus sur la nouvelle loi de finances.

Aussi la Chambre des repré-

sentants et le Sénat ont-ils consenti à adopter une résolution pour prolonger la loi de finances, résolution signée par Donald Trump dans la soirée.

La semaine dernière, le Congrès avait déjà consenti une semaine de répit pour adopter le budget 2021. Celui-ci devait en effet initialement arriver à échéance le 11 décembre à minuit.

Cette nouvelle échéance intervient alors que démocrates et républicains semblaient encore loin vendredi de sceller un accord sur une proposition de plan d'aide d'urgence de quelque 900 milliards de dollars, dévoilée il y a plus de deux semaines.

Celui-ci est d'autant plus attendu que les mesures votées au printemps vont expirer dans huit jours. «Nous espérons qu'ils parviendront à un accord dans un avenir proche», a réagi le

numéro 2 démocrate à la Chambre, Steny Hoyer. Mais il y a encore «quelques problèmes importants en suspens», a-t-il reconnu. Il faisait référence en particulier à la demande de dernière minute de certains républicains d'inscrire dans la loi une disposition brimant l'intervention de la Banque centrale en matière d'octroi de crédits aux entreprises et autres institutions.

«Les dirigeants travaillent 24 heures sur 24», avait souligné vendredi matin le chef de la majorité républicaine au Sénat, Mitch McConnell, se disant plus optimiste que la veille sur la possibilité de lever les derniers obstacles.

«Un accord est très proche», avait-il ajouté, faisant état de discussions «productives».

«Comme je l'ai dit, le Sénat sera ici jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé quand cela sera possible», a-t-il ajouté, laissant déjà entendre que les tractations pourraient se poursuivre tout au long du week-end.

Le pays a désespérément besoin d'un nouveau plan d'aides en raison de la nouvelle vague de cas d'infections par le Covid-19 qui a ralenti la reprise économique.

De nombreux responsables locaux, y compris les plus réfractaires aux mesures de confinement, ont pris la décision de la refermer une partie de l'activité, notamment des bars et restaurants, faisant bondir les demandes d'allocations chômage les deux dernières semaines.



R. A. D. R.

Depuis qu'il a été élu, Joe Biden ne cesse d'exhorter le Congrès à voter «immédiatement» un nouveau plan d'aide.

Celui-ci devrait inclure des mesures pour la distribution et la logistique des vaccins contre le coronavirus ainsi que des allocations chômage supplémentaires de 300 dollars par semaine et des chèques directs aux familles de 600 dollars, soit la moitié du montant octroyé en mars dernier.

En mars, le vote en urgence de la loi «Cares Act» de plus de 2 200 milliards de dollars, complétée en avril par une rallonge de près de 500 milliards destinés aux entreprises, avait permis à la première économie du monde de limiter l'ampleur de la récession et à des millions de personnes de ne pas sombrer dans la pauvreté.

Les économistes exhortent depuis des mois à voter de nouvelles mesures.

Pour l'heure, démocrates et républicains ne sont pas parvenus à surmonter leur clivage.

Parmi les points de désaccord persistants : le montant du chèque à accorder aux ménages. Dans un communiqué, le sénateur démocrate Chuck Schumer a souligné vendredi soir qu'il souhaitait un chèque de 1 200 dollars.

«Nous avons l'opportunité de fournir une aide financière directe aux Américains et faire la différence pour les ménages les plus modestes», a-t-il fait valoir.

«La seule objection que nous avons entendue est que cela ajoutera trop au déficit du gouvernement», a-t-il déploré.

M. M.



Commentaire

Apaisement

Par Fouzia Mahmoudi

S'IL Y A UN pays avec lequel Recep Tayyip Erdogan a réussi à maintenir, malgré ses multiples provocations, insultes et menaces, des relations plus ou moins correctes, c'est l'Allemagne, avec ses trois millions de citoyens ayant des liens plus ou moins directs avec la Turquie. Une communauté que les autorités allemandes ne veulent pas froisser et pour laquelle elles ont, à de nombreuses reprises, ignoré les dépassements du Président turc. Aujourd'hui, Erdogan a assuré à la chancelière allemande Angela Merkel vouloir ouvrir une «nouvelle page» avec l'Union européenne. Au cours d'une vidéoconférence avec la dirigeante germanique, «le Président Erdogan a déclaré que la Turquie veut ouvrir une nouvelle page dans ses relations avec l'UE, et a remercié la chancelière pour ses contributions constructives et ses efforts en faveur des relations Turquie-UE», indique un communiqué de la Présidence turque. «Il y a une nouvelle fenêtre d'opportunité pour renforcer les relations Turquie-UE, mais certains pays essaient de créer une crise pour perturber cet agenda positif», affirme-t-elle, sans citer le nom des pays en question. Les dirigeants européens, réunis en sommet la semaine dernière à Bruxelles, ont décidé d'imposer des sanctions ciblées contre Ankara pour ses «actions unilatérales et ses provocations en Méditerranée orientale», riches en ressources gazières et où la Turquie conteste le tracé des frontières maritimes en menant des travaux d'exploration. Les relations sont particulièrement difficiles depuis des mois avec la Grèce et Chypre, aux premières loges de la campagne turque, mais également avec la France, qui les soutient. Affirmant que le rôle de la Turquie est «constructif», Erdogan a accusé la Grèce de refuser de négocier. Il a aussi appelé à une révision de l'accord conclu en 2016 entre l'UE et la Turquie sur les migrants, révision qui serait la «clé d'un agenda positif avec l'Europe». Cet accord avait été conclu à la suite de la crise migratoire que l'Europe avait connue en 2015, avec l'arrivée de plus d'un million de personnes. La Turquie acceptait alors le renvoi vers son territoire de tous les nouveaux migrants arrivant aux îles grecques, y compris les demandeurs d'asile comme les Syriens fuyant la guerre. Ceci en contrepartie du versement d'une aide de six milliards d'euros destinés à améliorer les conditions de vie des quelque 3,6 millions de réfugiés qu'elle accueille. Depuis lors, Ankara a été régulièrement accusé d'exercer contre l'Europe un chantage aux migrants. L'Union européenne a finalement alloué jeudi à Ankara la totalité des six milliards d'euros promis. Un financement qui détend Erdogan, mais pour combien de temps ? Car si l'on a appris une chose avec le Président turc est qu'il n'arrive pas à rester trop longtemps sans narguer, invectiver ou lancer des ultimatifs à ses «alliés» européens. Reste à savoir combien de temps cet apaisement durera et s'il sera valable pour tous les pays de l'UE, y compris la France et la Grèce. **F. M.**

Centrafrique

Des Casques bleus déployés, l'ONU appelle au calme

Une offensive surprise de groupes armés dans l'ouest de la Centrafrique a contraint les Nations unies à déployer des Casques bleus vendredi, dénonçant «une tentative délibérée de perturber les élections présidentielle et législatives du 27 décembre».

La Mission des Nations unies en Centrafrique (Minusca) «a déployé vendredi des forces à Bossemptélé et à Bossembélé, deux localités de la préfecture de l'Ombella-M'Poko cibles d'attaques menées par des éléments armés du 3R, du MPC et des anti-Balaka», a déclaré dans un communiqué son porte-parole, Vladimir Monteiro.

Ces trois des plus importants groupes armés qui occupent deux tiers de la Centrafrique ont menacé de s'en prendre au pouvoir du Président Faustin Archange Touadéra si ce dernier organise des fraudes, comme ils l'en accusent, pour obtenir un second mandat. Selon des sources humanitaires et onusiennes, les groupes armés se

sont emparés de plusieurs localités situées sur les axes qui desservent la capitale Bangui, désormais menacée par un blocus à distance.

«Le renforcement des moyens de la Minusca, y compris avec des moyens aériens, est une réponse aux violences commises par ces groupes armés et qui ont également touché Yaloké et Bozoum», à un peu plus de 200 kilomètres de Bangui, faisant deux morts parmi les forces du gouvernement. A New York, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a condamné vendredi «l'escalade de la violence et appelle tous les acteurs à cesser toute hostilité de manière urgente», a indiqué son porte-parole, Stéphane Dujarric.

M. Guterres a appelé les parties à résoudre «tout différend de manière pacifique», dans l'intérêt du peuple centrafricain, qui a selon lui «souffert pendant trop longtemps du conflit et de l'instabilité». Les tensions sont très vives en Centrafrique, où le régime du Président Touadéra a

accusé mercredi l'ancien président François Bozizé, exclu du scrutin par la Cour constitutionnelle, de préparer un «plan de déstabilisation du pays» alors que l'opposition craint des fraudes massives aux élections.

La Centrafrique a été ravagée par la guerre civile après qu'une coalition de groupes armés à dominante musulmane, la Séléka, a renversé le régime du général Bozizé en 2013. Les affrontements entre Séléka et milices chrétiennes et animistes «anti-balaka» avaient fait des milliers de morts. Depuis 2018, la guerre a évolué en un conflit de basse intensité, où les groupes armés se disputent le contrôle des ressources du pays, bétail et minerai principalement, tout en perpétrant régulièrement des exactions contre les populations civiles. Depuis son retour d'exil en décembre 2019, François Bozizé cristallisait les inquiétudes de la majorité présidentielle, qui accusait ce putschiste récidiviste de fomenter un nouveau coup de force.

Tunisie

Manifestation contre des députés et leur discours de «haine»

■ «Le Parlement est devenu un espace de haine, notamment à l'égard des femmes», a déclaré Nabila Hamza, membre de l'AFTD.

Par Moncef G.

Plusieurs dizaines de personnes ont manifesté vendredi à Tunis pour dénoncer les discours de «haine» et de «violence» tenus par certains députés au sein du Parlement, et réclamer des mesures contre eux.

Ce rassemblement survient au lendemain du 10^e anniversaire du déclenchement de la révolution qui a mis la Tunisie sur la voie de la démocratie.

Le 7 décembre, une bagarre avait éclaté au sein de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) entre des députés, suscitant l'ire de nombreux Tunisiens.

Les manifestants ont répondu à l'appel de la Centrale syndicale

UGTT et d'autres organisations de la société civile, comme l'Association tunisienne des femmes démocrates (AFTD) et du Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT).

«Le peuple, la liberté, la dignité nationale», scandaient les protestataires, bloqués à quelques mètres du Parlement.

«Le Parlement est devenu un espace de haine, notamment à l'égard des femmes. Nous appelons le Parlement, les autorités, le Président, à prendre des mesures claires, précises et urgentes pour pénaliser la violence au sein du Parlement et dans l'ensemble de la société», a déclaré Nabila Hamza, membre



de l'AFTD. Les organisations demandent, face à la virulence des confrontations politiques et des déclarations d'élus, à ce que

des sanctions soient prises.

Depuis son élection en octobre 2019, le Parlement est le théâtre de nombreuses alterca-

tions, à l'origine de blocages lors des séances parlementaires.

M. G.

Libye

Création d'un Comité juridique pour préparer les élections et unifier les institutions

Les participants au Forum de dialogue politique libyen sont parvenus à former un Comité juridique qui est chargé de préparer les élections du 24 décembre 2021 et de mettre en place des mécanismes de sélection du pouvoir exécutif et de l'unification des institutions de l'Etat.

La représentante spéciale par intérim du Secrétaire général de l'ONU chargée des affaires politiques en Libye, Stéphanie Williams, a indiqué lors d'une réunion par vidéoconférence jeudi, qu'il sera confié au Comité juridique du Forum de dialogue politique libyen de travailler sur les arrangements nécessaires pour les élections prévues le 24 décembre 2021 en Libye, affirmant que les noms des membres de ce Comité seront officiellement dévoilés dans les prochains jours.

Jeudi, Stéphanie Williams a repris ses rencontres avec les membres du Forum du dialogue politique libyen pour discuter d'une formule «consensuelle» sur les mécanismes de candidature et de sélection des postes d'autorité du prochain exécutif et discuter des préparatifs nécessaires pour organiser les élections d'ici 12 mois, comme convenu lors de la réunion du Forum de dialogue politique en Tunisie.

Plus tôt, jeudi, la mission de l'ONU en Libye a déclaré dans un communiqué qu'elle examinerait, lors cette réunion tenue en vidéoconférence, la mise en place d'un Comité juridique pour entreprendre les travaux et compléter les conditions et ouvrir la voie au processus électoral.

M^{me} Williams a souligné mardi que le processus politique se poursuit. Par conséquent, elle a évoqué la formation d'un

«Comité consultatif» pour surmonter les obstacles au processus de sélection de l'autorité exécutive, soulignant qu'«il n'est pas question de revenir en arrière».

Au cours de sa réunion à distance avec les membres du dialogue libyen, Stéphanie Williams a condamné ce qu'elle a décrit comme des «campagnes dangereuses» sur les réseaux sociaux, utilisées, comme elle a expliqué, «comme une arme pour cibler le cours du Forum de dialogue politique libyen en diffusant des informations fallacieuses».

Dans son discours aux participants, elle a averti : «C'est votre processus et il appartient à vous seuls de le protéger».

«Je vous exhorte à ne pas encourager ou vous engager dans de telles tentatives subversives visant à entraver vos efforts et à priver le peuple libyen d'une opportunité unique pour la paix et la prospérité», a-t-elle indiqué, s'adressant aux Libyens en réunion.

S'agissant des progrès réalisés lors de la réunion sur la situation économique en Libye, tenue du 14 au 15 décembre à Genève, Williams a indiqué que le Comité économique se réunira périodiquement pour soutenir les réformes nécessaires visant à alléger les souffrances du peuple libyen, avec notamment le suivi des progrès réalisés lors de la réunion du Conseil d'administration de la Banque centrale de Libye, qui s'est tenue le 16 décembre pour unifier le taux de change du pays.

Il a été question, à l'occasion de cette réunion virtuelle, de revenir sur le briefing du Conseil de sécurité des Nations unies, le 15 décembre, tenu à huis clos, lors duquel M^{me} Williams a réitéré la demande aux participants au Forum de dialogue politique libyen

de redoubler d'efforts, car, soutient-elle, le processus politique «est fondamental pour la stabilité et la prospérité futures de la Libye». Lundi dernier, la diplomate américaine a repris un nouveau cycle du Forum pour le dialogue politique par téléconférence pour voter sur le mécanisme de sélection de la prochaine autorité exécutive en Libye. L'objectif de ce round était de parvenir à un vote sur le poste de Chef du gouvernement et de président du Conseil présidentiel et l'unification des institutions du pays.

En effet, la mission des Nations unies s'emploie à faciliter le dialogue libyen sur trois volets, politique, économique et militaire, dans le cadre des conclusions de la Conférence de Berlin sur la Libye, qui s'est tenue en janvier 2019 dans la capitale allemande.

La mission de l'ONU a organisé un certain nombre de sessions dans les trois volets du dialogue libyen. Jusqu'à présent, le volet sécuritaire a abouti à la signature, le 23 octobre, de l'accord de cessez-le-feu permanent en Libye, alors que la mission onusienne facilite encore les réunions liées aux chapitres politique et économique.

Dans le sillage des développements que connaît le processus de règlement de la crise libyenne, les membres du Conseil de sécurité ont souligné le rôle important des pays voisins de la Libye et des organisations régionales dans l'appui des efforts de l'Organisation des Nations unies pour résoudre la crise en Libye et ont appelé les Libyens à «redoubler d'efforts pour mettre fin au conflit dans leur pays».

G. H.

Maroc
Plus de 200 scientifiques et universitaires «condamnent la normalisation avec Israël»

PLUS DE 200 scientifiques, universitaires, hommes politiques ou encore juristes marocains, ont signé une pétition jeudi dans laquelle ils «condamnent la normalisation des relations diplomatiques entre le régime marocain et l'entité sioniste», ont rapporté, vendredi, des médias. Selon les signataires, «les érudits de la religion musulmane ont conclu que toute forme de normalisation avec l'entité sioniste est interdite par la loi religieuse», et que toute démarche en ce sens «constitue ainsi un crime».

Ils assurent, en outre, que «la cause palestinienne demeure au centre des préoccupations des Marocains».

Le régime marocain avait convenu, le 10 décembre, avec l'entité sioniste et sous médiation américaine, de normaliser ses relations de part et d'autre.

Le président américain sortant, Donald Trump, avait par la suite annoncé la reconnaissance de son pays de la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental. **Tahira B.**

Le sénateur démocrate Christopher Murphy

Sahara occidental : reconnaître la souveraineté marocaine, une «hypocrisie»

La reconnaissance de la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental annoncée dernièrement par le président sortant Donald Trump fait passer les Etats-Unis pour un pays «hypocrite», a indiqué, vendredi, dans un tweet, le sénateur démocrate Christopher Murphy. «Nous

allons passer pour des hypocrites. Nous nous opposons à l'invasion Russe en Ukraine et refusons de reconnaître son contrôle sur la Crimée mais nous soutenons l'invasion marocaine et son contrôle du Sahara occidental», a-t-il déploré en réaction à l'annonce faite par Donald Trump, le 10 décembre courant,

en contrepartie de laquelle le Maroc devait normaliser ses relations avec Israël. Le sénateur du Connecticut avait exprimé, il y a quelques jours, son rejet de la décision prise par l'administration Trump concernant la vente d'armes aux Emirats arabes unis, un pays qui a normalisé officiellement ses relations avec Israël

dans le cadre d'un accord signé en septembre dernier.

Depuis l'annonce de la reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental, plusieurs personnalités politiques américaines ont exprimé leur indignation, rappelant que cette décision était contraire au Droit international et aux

engagements des Etats-Unis en faveur de l'autodétermination du peuple sahraoui.

Les dernières déclarations en date étaient celles de l'ancien secrétaire d'Etat américain, James Baker, et du président de la Commission défense du Sénat américain, James Inhofe.

R. M.



Coupe Emir du Qatar

Bounedjah offre le trophée à Al-Sadd

L'ATTAQUANT international algérien, Baghdad Bounedjah, auteur d'un doublé contre Al-Arabi (2-1) vendredi soir en finale de la Coupe d'Emir du Qatar 2020, a offert le trophée à son équipe Al-Sadd en présence du patron de la Fifa, Gianni Infantino. Le buteur algérien a signé ses deux réalisations en première période, concrétisant une domination d'Al-Sadd contre Al-Arabi où évolue l'autre Algérien Ayoub Azzi. Disputée sur la pelouse du stade d'Al-Rayyan inauguré à cette occasion en prévision de la Coupe du Monde 2022, la rencontre a été dans l'ensemble équilibrée mais la chance a souri à Bounedjah qui a été plein d'opportunisme sur les actions de ses deux buts (3', 44'). Al-Sadd remporte ainsi son 17^e trophée de Coupe d'Emir du Qatar et le 73^e titre toutes compétitions confondues. Bounedjah n'a pas caché

sa satisfaction après cette nouvelle consécration avec son équipe Al-Sadd et se fixe désormais comme prochain objectif la Ligue des champions d'Asie. «Je dédie la victoire à nos supporters et à toute la direction du club. Nous avons disputé un match difficile contre un adversaire coriace, la rencontre s'est jouée sur quelques détails. Nous avons saisi nos deux occasions pour inscrire les deux buts. En seconde période, nous avons souffert mais nous avons résisté. Notre prochain objectif c'est de remporter la Ligue des champions la saison prochaine», a déclaré Bounedjah à l'issue de la rencontre. Al-Sadd occupe actuellement la tête du classement du championnat du Qatar avec 25 points et six points d'avance sur son poursuivant direct Al-Ahly, à l'issue de la 9^e journée.

Lazio Rome

Blessé, Fares indisponible un mois

LE DÉFENSEUR international algérien de la Lazio Rome (Serie A italienne de football), Mohamed Fares, blessé au mollet, devra s'éloigner des terrains pendant une période de 20 à 30 jours, rapporte, vendredi, le site spécialisé Lalaziosiamoni. Forfait pour le dernier match disputé mardi dernier en déplacement face à Benevento (1-1), en raison d'une blessure musculaire, le joueur algérien va ainsi manquer les deux derniers matchs de l'année face à Naples et l'AC Milan, ainsi que les pre-

miers rendez-vous de 2021 : Genoa, Fiorentina, et Parme, précise la même source. Le staff médical de la formation romaine va s'atteler à remettre sur pied Mohamed Fares, en vue du derby face à l'AS Rome, fixé au 17 janvier prochain. Mohamed Fares (24 ans) avait rejoint la Lazio durant l'intersaison pour un contrat de cinq saisons en provenance de l'autre club italien SPAL 2013.

Championnats d'Afrique de judo (2^e journée) Amina Belkadi (-63 kg) sacrée

L'ALGÉRIENNE Amina Belkadi a été sacrée championne d'Afrique de judo de la catégorie (-63 kg), en s'imposant en finale devant la Marocaine Sofia Bellatar, vendredi à Antananarivo (Madagascar). Les médailles de bronze de la catégorie sont revenues à la Nigérienne Enku Ekuta et à la Camerounaise Hélène Dombou. En revanche, son compatriote Fethi Nourine (-73 kg), s'est contenté de la médaille de bronze lors de cette deuxième journée des Championnats d'Afrique. Le titre continental a été remporté par l'Égyptien

Mohamed Mohyeldin devant le Marocain Ahmed El Meziati. Les quatre autres athlètes algériens engagés dans le tournoi ont leur entrée en lice hier pour le compte de la 3^e journée du tournoi. Il s'agit de Kaouther Ouallal (-78kg), Sonia Asselah (+78 kg), Abderrahmane Benamadi (-90 kg) et Mohamed Sofiane Belrekaa (+100 kg). Au total, 125 athlètes seulement (75 hommes et 50 dames), représentant 32 pays, prennent part aux joutes d'Antananarivo, qualificatives aux Jeux olympiques (JO) de Tokyo.

Ligue 2-2020-2021 (Formule de compétition)

Ali Malek : «Trois propositions seront soumises aux clubs»

LE PRÉSIDENT de la Ligue nationale de football amateur (LNFA), Ali Malek, a indiqué vendredi que trois propositions seront soumises aux clubs de la Ligue 2, en vue d'un changement du format du championnat, établi initialement avec deux groupes de 18 clubs chacun. «Lors d'une prochaine réunion avec les clubs, nous allons leur soumettre trois propositions : le maintien d'un championnat à 34 journées, jouer une phase aller unique sur terrains neutres, ou bien scinder les équipes en quatre groupes avec l'organisation d'un play-off à la fin de la saison», a indiqué le président de la LNFA sur les ondes de la Radio nationale. Le champion-

nat de Ligue 2 de football, dont la saison 2019-2020 a été suspendue en mars dernier en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), débutera en février 2021, alors que la reprise des entraînements est prévue ce dimanche 20 décembre. 36 clubs composent la nouvelle Ligue 2, répartis en deux groupes en fonction du critère géographique (Centre-Est et Centre-Ouest), suite au léger changement apporté au système pyramidal de compétition. La Ligue 2 saison 2020-2021 aura un statut amateur et donc gérée par la LNFA et non plus par la Ligue de football professionnel comme auparavant.

Après la défaite face au Maroc au tournoi de l'UNAF Quelle stratégie pour relancer la formation ?

■ Encore une fois, une sélection nationale des jeunes se casse les dents et n'arrive pas à décrocher une qualification à la phase finale de la CAN, bien que de nombreux espoirs étaient placés en elle.



Par Mahfoud M.

En effet, l'EN des U 20 qui a pris part au tournoi UNAF qui s'est déroulé en Tunisie et qui est qualificatif pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations de cette catégorie a été battue par son homologue marocain sur le score de (1/0), ce qui le met hors course pour atteindre l'objectif de disputer cette compétition continentale. Les chances de se qualifier sont minimes, vu que l'Algérie se classe à la quatrième et avant-dernière place de ce tournoi avec seulement un seul point dans son escarcelle, alors que la Tunisie est en tête avec quatre points, suivie du Maroc avec trois points. Certes, les Verts ont

des chances de l'emporter lors du prochain match face à la Lybie et ensuite gagner par forfait face à l'Égypte qui est disqualifiée après s'être présentée seulement avec 14 joueurs, mais la Tunisie, voire le Maroc, ont une longueur d'avance sur eux et l'un d'eux devrait être présent à la phase finale de la compétition continentale qui se déroulera en Mauritanie (14 février-4 mars) et qui verra la participation de 12 nations. Pourtant, la FAF avait mis les bouchées doubles pour tenter de qualifier cette équipe à la CAN, en programmant de nombreux stages mais aussi en faisant appel à des joueurs évoluant outre-mer, dans des clubs européens prestigieux. Le coach national, Saber Bensmaïn, a tenté de faire un

amalgame entre les éléments locaux et ceux expatriés et fait appel à des joueurs des académies du PAC, du CRB et de la FAF, dans l'objectif de créer une cohésion entre ces joueurs, mais la mayonnaise ne semble pas bien avoir pris. Avec la création d'académies implantées dans de nombreuses régions du pays et l'engagement même de techniciens étrangers, la Fédération algérienne paraissait décidée à relancer la formation, mais il semble que le chemin est encore long et qu'il faudra travailler dur pour arriver à être performants dans les catégories jeunes et dominer le continent africain.

M. M.

Ligue 1 (4^e journée)

La JSK, le MCO et le RCR signent leur premier succès

LA 4^e JOURNÉE du championnat de Ligue 1 de football, entamée jeudi, s'est poursuivie vendredi et a vu les clubs de la JS Kabylie, du MC Oran et du RC Relizane signer leur première victoire de la saison, alors que l'ES Sétif, victorieuse du NC Magra, s'installe provisoirement seule en tête du classement. Les

Sétifiens, qui ont enregistré leur 3^e victoire de la saison, dont la première à domicile, appliquent rigoureusement le tarif de «2-0», enregistré à chacune de leur victoire, ce qui leur donne une bonne dose de moral, avant d'entamer la semaine prochaine leur aventure africaine. C'est le même cas pour la JS Kabylie, l'autre représentant en Coupe de la Confédération, qui s'est permis le luxe de signer son premier succès à l'extérieur, plus précisément à Chlef, aux dépens de l'ASO (2-0), grâce à Bensayah (53') et Hamroun (68' s.pen). Ce réveil tant attendu par la galerie kabyle est venu à point nommé, les «Canaris» remontent ainsi à la 5^e place, et donnera plus de sérénité à leur coach Youcef Bouzidi avant d'entamer la compétition africaine. L'autre grand bénéficiaire de la journée est le promu le RC Relizane qui est allé damer le

pion au CABBA (1-0) à Bordj même. Un but en or de Chadli (49') offre aux hommes de Si Tahar Chérif Ouzzani une 3^e place méritée derrière le duo, «ESS-MCA». Le RCR, toujours invaincu, réussit admirablement ses déplacements dans la région des Hauts-Plateaux, après le nul imposé au leader sétifien (1-1) lors de la 2^e journée du championnat. Le dernier match au programme de vendredi, le derby de l'Ouest, MC Oran-WA Tlemcen, a tenu toutes ses promesses. Le WAT qui a ouvert le score dès la 4^e minute par Amiri, a tenu le coup jusqu'à la 84^e minute avant de concéder le coup de grâce par Hamidi. Entre-temps, Ezzemami (17') avait mis les pendules à l'heure. Cette victoire, après 3 nuls, place les «Hamraouas» sur le podium en compagnie de leur voisin «Rapid».

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Constantine

300 pins d'Alep mis en terre à Ain Smara

PAS moins de 300 pins d'Alep ont été mis en terre, hier, près de la retenue collinaire Berla de Ain Smara (wilaya de Constantine), à l'initiative de la Société de l'eau et de l'assainissement de Constantine (Seaco), a-t-on appris auprès des services de cet établissement public. L'opération est inscrite dans le cadre des instructions et des orientations du ministère des Ressources en eau, visant la participation au programme national de reboisement destiné à la récupération des terres incendiées durant la saison chaude précédente, a précisé à l'APS la chargée de la communication de cette société, Ouassila Benchaoui. Cette opération, organisée avec la collaboration des services de la direction loca-

le des ressources en eau, de la Chambre d'agriculture et de la Conservation des forêts, vise également à rattraper le déficit en espaces boisés sur le territoire de la wilaya, a relevé la même responsable. L'opération est destinée notamment à protéger l'environnement, à freiner le phénomène d'érosion du sol et à renforcer le couvert végétal, a fait savoir la même source, soulignant qu'une centaine d'agents ont été mobilisés par les services de la Seaco afin d'assurer le bon déroulement de cette action. La wilaya de Constantine dispose d'une surface forestière de près de 28 074 hectares, soit 12 % de sa superficie globale, a-t-on signalé.

Hani H.

El Tarf/Activement recherché

Arrestation d'un dangereux criminel à Boutheldja

LES SERVICES de la sûreté de daïra de Boutheldja (wilaya d'El Tarf) ont arrêté récemment un dangereux criminel faisant l'objet de cinq mandats d'arrêt et activement recherché pour son implication dans plusieurs cambriolages de domiciles par effraction, a indiqué, hier, le chargé de la communication de la sûreté de wilaya. Dans le cadre de leurs activités visant à lutter contre la criminalité dans toutes ses formes, les services de la police ont ainsi réussi à appréhender le mis en cause, âgé d'environ 20 ans, au niveau de la localité de Boutheldja, où il s'était réfugié pour échapper aux

services de sécurité, a précisé le commissaire principal Mohamed Karim Labidi. Originaire de la wilaya de Annaba où il réside, le prévenu a été arrêté dans un lieu qui lui servait de cachette temporaire, a précisé la même source. Le mis en cause était «activement recherché» et faisait l'objet de mandats d'arrêt pour son implication dans 5 affaires de cambriolage de maisons par effraction et principalement à la faveur de la nuit, a-t-on souligné. Présenté devant le procureur de la République près le tribunal d'El Tarf, le mis en cause a été placé sous mandat de dépôt, a conclu la même source. L. N.

Covid-19

Cas contact d'Emmanuel Macron, le Premier ministre portugais à l'isolement

LE CHEF du gouvernement portugais, Antonio Costa, cas contact du Président français Emmanuel Macron, testé positif au Covid-19, restera à l'isolement jusqu'au 29 décembre, rapportent, hier, des médias, citant son cabinet. M. Costa a été testé négatif jeudi, au lendemain de sa rencontre avec M. Macron, mais devra rester en quarantaine à sa résidence officielle pendant les dix prochains jours sur décision des autorités sanitaires portugaises.

Le Premier ministre socialiste avait participé mercredi à un déjeuner à l'Élysée avec le Président français au sujet de la présidence portugaise de l'Union européenne (UE) au premier semestre 2021.

M. Costa s'était aussitôt placé à l'isolement et avait annulé un déplacement prévu à Sao Tomé-et-Principe et en Guinée-Bissau, deux anciennes colonies portu-

gaises en Afrique. «Je maintiens mon activité et mon agenda de travail à distance.

Je me sens bien et sans aucun symptôme», avait-il écrit dans un message publié sur son compte Twitter. Outre M. Costa, plusieurs autres dirigeants européens ont été mis en quarantaine après avoir rencontré M. Macron.

R. I.

Macron positif au coronavirus



Loumis

Djalou@hotmail.com

Hôpital Central de l'Armée à Ain Naâdja

Honneurs militaires aux chouhada morts dans le crash de leur hélicoptère

Les honneurs militaires ont été rendus aux trois chouhada du devoir national, en présence du général de corps d'armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, accompagné de hauts cadres de l'ANP.

Par Hamid H.

La cérémonie de levée des corps des défunts chouhada du devoir national, le lieutenant-colonel Kharoussa Nouredine, le lieutenant-colonel El Ouafi Mohamed Lamine et le lieutenant Bouzayda Nouredine, qui ont perdu la vie dans le crash d'un hélicoptère de recherche et de sauvetage des Forces navales, s'est tenue hier au niveau de l'Hôpital Central de l'Armée à Ain Naâdja, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. Au cours de cette cérémonie, les honneurs militaires ont été rendus à ces chouhada du devoir national, en présence du général de corps d'armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationa-

le populaire, accompagné de hauts cadres de l'ANP, précise-t-on de même source. Lors de la cérémonie funèbre, «la Fatiha a été récitée sur l'âme pure des défunts chouhada, avant la lecture d'une oraison funèbre retraçant leurs parcours professionnels dans la défense de la Patrie et la sauvegarde de sa sécurité

et sa stabilité ainsi que leurs efforts humanitaires dans la recherche et le sauvetage». Les dépouilles ont ensuite été acheminées par avion spécial vers les wilayas de résidence de leurs familles pour être inhumées dans leurs dernières demeures, ajoute le communiqué.

H. H.

COVID-19

Poursuite du suivi de l'exécution des mesures préventives dans le commerce

LES SERVICES du ministère du Commerce poursuivent le suivi de l'état d'exécution des mesures préventives contre la propagation du Covid-19, indique un communiqué du ministère. Dans un communiqué

rendu public sur sa page Facebook, le ministère a précisé qu'«une réunion de coordination a été tenue, hier, avec les cadres centraux du secteur, en présence du ministre délégué chargé du Commerce extérieur, Aïssa Bekkai, consacrée à l'examen et à l'évaluation de l'état d'exécution des mesures préventives contre la propagation du nouveau coronavirus dans le secteur du Commerce». Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, avait décidé, mercredi dernier, la prorogation de la période de l'activité de certains commerces, dans les trente-quatre wilayas concernées par le confinement partiel à domicile, pour une période de quinze jours jusqu'à 19h00.

Y. N.

O. N.

Bouira

Un sexagénaire disparu à M'chedallah retrouvé sain et sauf

UN SEXAGÉNAIRE, porté disparu depuis deux jours à M'chedallah (Est de Bouira), a été retrouvé sain et sauf à Saharidj, a-t-on appris, hier, de sa famille. «Nous l'avons retrouvé sain et sauf à Saharidj, après près de deux jours de recherche, grâce à la mobilisation des citoyens, des services de la Protection civile et de la gendar-

merie nationale», a affirmé à l'APS Ali, un membre de la famille du disparu.

L'homme, âgé de 61 ans et atteint d'Alzheimer, est sorti de son domicile mercredi et n'a plus donné aucun signe de vie.

Une vaste opération de recherche a alors été lancée pour le retrouver. Plusieurs citoyens des villages environ-

nants se sont associés à cette opération qui a vu aussi la participation des unités de la Protection civile de Bordj Bou-Arréridj, ainsi qu'une unité cynotechnique d'Alger. Après l'avoir retrouvé, le sexagénaire a été conduit à l'hôpital de M'chedallah pour un examen médical avant de retrouver sa famille.